

- Le CIN communiquera tout abus ou toute infraction au Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, qui veille à la protection de la vie privée des assurés sociaux au sein du service concerné.
  - Dès qu'un dispensateur de soins qui utilise le système constate un ou plusieurs abus ou infractions à la présente convention, il adressera un avertissement par envoi recommandé au CIN.
  - Si les faits devaient se répéter dans une période de 365 jours à compter de la première infraction, la Commission de conventions hôpitaux - -organismes assureurs avisera les services de contrôle administratif et de contrôle médical de l'INAMI et entreprendra, sur la base de leurs compétences et responsabilités respectives, les actions nécessaires contre la partie qui commet l'infraction.
- o Lorsque qu'un hôpital de par l'utilisation du réseau met en danger la disponibilité ou la sécurité du système informatique, l'accès peut temporairement lui être refusé après qu'il en ait été averti, jusqu'à ce que le problème soit résolu (il s'agit ici de « problèmes techniques »).

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2016/200160]

**17 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.22, § 4, D. 24, § 2, et § 3, D.241, D.242, D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2015 fixant, pour l'année 2015, les dates d'introduction des demandes d'aides relatives aux mesures agro-environnementales et à l'aide à l'agriculture biologique ainsi que la date de dépôt et la date ultime de modification de la demande unique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 août 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 août 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 17 septembre 2015;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.415/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

2° le partenaire : une personne physique, une association ou une société sans personnalité juridique ou une personne morale, et qui est identifiée dans le système intégré de gestion et de contrôle;

3° le partenariat : la relation liant le partenaire et l'organisme payeur prenant la forme de références alphanumériques;

4° Règlement n° 1306/2013 : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

5° le SIGeC : le système intégré de gestion et de contrôle visé au Titre II, Chapitre Ier, Section 1<sup>re</sup> du Code wallon de l'Agriculture;

6° Sanitrace : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux utilisé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

7° le titulaire : toute personne physique ou morale détenant tout ou partie du pouvoir de gestion ou de représentation d'un partenaire.

#### CHAPITRE II. — L'identification au SIGeC

**Art. 2.** Le partenaire est identifié une fois dans le SIGeC.

Toutefois, un ou plusieurs numéros de référence peuvent lui être attribués selon les régimes pour lesquels il introduit une demande.

Pour l'identification, seules les conditions prévues à l'article 3 sont rencontrées, indépendamment des conditions d'attribution du numéro d'agriculteur fixées au chapitre 3.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Une personne physique, une association ou une société sans personnalité juridique ou une personne morale peut être identifiée au SIGeC à sa demande auprès de l'organisme payeur.

La demande d'identification comprend :

1° le numéro de registre national des titulaires personne physique, ou de tout titulaire personne physique d'une personne morale détenant tout ou partie du pouvoir de gestion ou de représentation d'un partenaire et le numéro d'entreprise lorsque le partenaire est une personne morale;

2° les coordonnées de contact du partenaire;

3° les coordonnées bancaires du partenaire.

Le Ministre fixe les informations à fournir visées à l'alinéa 2, 2° et 3°.

§ 2. Est joint à la demande d'identification visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'acte constitutif de l'association ou de la société sans personnalité juridique, à l'exception de l'association ou de la société inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises et dont l'acte constitutif est publié au *Moniteur belge*.

Sans préjudice des mentions légales obligatoires l'acte constitutif contient au minimum :

1° l'identification des titulaires;

2° les apports effectués par les titulaires d'une association ou d'une société sans personnalité juridique;

3° la date de constitution;

4° le cas échéant, la durée de vie de l'association ou de la société;

5° les règles de représentation, de gestion et le cas échéant de dissolution.

**Art. 4.** Le titulaire d'un partenaire est identifié au moyen du numéro de registre national pour le titulaire personne physique ou pour le titulaire personne physique d'une personne morale détenant tout ou partie du pouvoir de gestion ou de représentation d'un partenaire et le cas échéant, par son numéro d'entreprise. Lorsque le titulaire n'est pas identifiable par un seul numéro d'entreprise ou un seul numéro national, il est identifié par l'ensemble des numéros d'entreprise ou des numéros nationaux, ou l'ensemble des deux, des titulaires du partenaire.

Le titulaire de plusieurs partenaires est identifié conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Son identification fait mention des partenaires dont il est titulaire.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles au sens de l'article 2, § 2, du Règlement n° 1306/2013, le partenaire signale à l'organisme payeur toute modification des données visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, dans les trois mois à compter du jour où il est en mesure de le faire, et y joint les justificatifs correspondants. Toutefois, il n'est pas tenu de joindre ces justificatifs si la modification est inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises et publiée au *Moniteur belge*.

Les modifications prennent effet au jour où elles sont apparues.

A défaut pour le partenaire de signaler les modifications dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications prennent effet à dater du jour où l'organisme payeur peut raisonnablement estimer qu'elles sont apparues, à charge du partenaire d'en fournir la preuve de la date exacte.

§ 2. Pour les aides auxquelles l'identification au SIGeC est nécessaire, les modifications de l'identification prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> entraînent d'office la correction de ces aides à la date où ces modifications prennent effet, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup> et le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ne font pas obstacle à l'application des sanctions propres aux aides pour lesquelles l'identification au SIGeC est nécessaire.

**Art. 6.** A la demande d'un partenaire, l'organisme payeur suspend ou met fin à un partenariat à tout moment.

Un partenaire ne peut demander la suspension ou la fin du partenariat que s'il ne participe plus à aucun régime d'aide octroyé ou payé par l'organisme payeur.

**Art. 7.** S'il est fait application de l'article D.92 du Code wallon de l'Agriculture, l'identification modifiée correspond à celle d'une association sans personnalité juridique reprenant le conjoint aidant et les titulaires déjà identifiés.

Lorsqu'il est fait application de l'article D.92 du Code wallon de l'Agriculture, en cas d'association sans personnalité juridique entre un titulaire et son conjoint aidant, le formulaire de déclaration visé à l'article D.92, § 2, du Code est transmis dans les deux mois à partir du jour où la modification visée à l'article D.92 est opérée.

**Art. 8.** L'organisme payeur ou les organismes à qui l'organisme payeur délègue tout ou partie de ses missions de contrôle vérifie la réalité et la véracité des informations communiquées.

Tout refus ou obstacle de contrôle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> posé par un partenaire ou l'un de ses titulaires lors d'un contrôle mené par l'organisme payeur ou les organismes à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle, entraîne de plein droit une réduction ou une perte de l'aide pour laquelle l'identification au SIGeC est nécessaire, sauf dans les cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

L'alinéa 2 ne fait pas obstacle à l'application des sanctions propres aux aides pour lesquelles l'identification au SIGeC est nécessaire.

CHAPITRE III. — *L'attribution du numéro d'agriculteur*

**Art. 9.** Un partenaire identifié au SIGeC conformément au chapitre II peut demander l'attribution d'un numéro d'agriculteur.

**Art. 10.** Pour obtenir l'attribution d'un numéro d'agriculteur, le partenaire :

1° exerce une activité agricole au sens de l'article D.3, 1°, du Code wallon de l'Agriculture;

2° introduit une demande auprès de l'organisme payeur;

3° est gestionnaire autonome d'une exploitation et des unités de production qui la composent, au sens de l'article 11;

4° le cas échéant, a identifié ses troupeaux dans la base de données Sanitrace;

5° le cas échéant, a identifié ses chevaux dans la banque de données centrale visée à l'article 27 de l'arrêté royal du 26 septembre 2013 relatif à l'identification et à l'encodage des équidés dans une banque de données centrale;

6° ne dispose pas déjà d'un numéro d'agriculteur.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Une exploitation est gérée de manière autonome lorsque :

1° le partenaire en assure la gestion sous sa propre responsabilité et pour son propre compte;

2° les productions de l'exploitation sont individualisées, identifiables et sont distinctes des productions d'autres exploitations;

3° le partenaire gère ses moyens de production de manière exclusive à tout autre agriculteur, au sens de l'article 12, § 1<sup>er</sup>.

Le Ministre peut fixer des conditions complémentaires à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui ont trait à un type de production ou à certaines structures d'exploitation.

§ 2. A la demande de l'organisme payeur, le partenaire lui transmet toutes les informations et tous les documents probants en sa possession pour lui démontrer le respect des conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le partenaire gère ses moyens de production de manière exclusive à tout autre partenaire ou agriculteur au sens de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, lorsque les moyens de production, meubles ou immeubles, gérés par lui ne sont pas utilisés, partiellement ou totalement, par un autre partenaire ou agriculteur.

Les bâtiments de l'exploitation d'un partenaire abritent les animaux et les moyens de production appartenant exclusivement au partenaire et sont clairement séparés et distincts des bâtiments de tout autre partenaire ou agriculteur.

Les animaux de différents partenaires ou agriculteurs ne sont pas présents sur la même parcelle.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le partenaire gère également ses moyens de production de manière exclusive à tout autre partenaire ou agriculteur lorsque :

1° les moyens de production meubles sont utilisés avec un autre partenaire ou agriculteur, à condition qu'il y ait un accord constaté par écrit mentionnant la description précise des moyens de production concernés, leur propriétaire, la manière dont les moyens de production sont gérés par les partenaires concernés, la durée de l'accord et son coût;

2° un partenaire ou un agriculteur preste un service pour le compte du partenaire, à condition qu'il y ait un accord constaté par écrit mentionnant la description précise des moyens de production concernés, leur propriétaire, une description du travail à réaliser, la durée de l'accord et son coût;

3° la cession ou l'acquisition d'un actif a lieu entre le partenaire et un agriculteur, à condition qu'il y ait un accord constaté par écrit mentionnant une description précise des moyens de production concernés, la date et le prix.

Une preuve du paiement du coût des opérations prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> est produite sur simple demande de l'organisme payeur.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme payeur corrige une identification lorsque des exploitations ne sont pas gérées de manière autonome.

La correction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend la forme du regroupement des titulaires des unités de production concernées sous la même identification.

La correction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend effet à partir du jour où les conditions visées à l'article 11 ne sont plus respectées ou lorsque l'organisme payeur ne peut raisonnablement plus estimer que les conditions sont rencontrées. Le cas échéant, les partenaires concernés apportent la preuve de la date exacte.

§ 2. Pour les aides nécessitant le numéro d'agriculteur, les corrections de l'identification prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> entraînent d'office la correction de ces aides à la date où ces modifications prennent effet, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne fait pas obstacle à l'application des sanctions propres aux aides pour lesquelles l'identification au SIGeC ou le numéro d'agriculteur est nécessaire.

**Art. 14.** Conformément à l'article 60 du Règlement n° 1306/2013, lorsqu'un partenaire a créé artificiellement les conditions pour obtenir l'identification, l'attribution d'un numéro d'agriculteur ou pour obtenir une aide qui nécessite l'identification au SIGeC ou l'attribution d'un numéro d'agriculteur, l'organisme payeur corrige l'identification conformément aux articles 2 et 11, sans égard aux créations artificielles.

**Art. 15.** Sauf cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles au sens de l'article 2, § 2, du Règlement n° 1306/2013, le partenaire signale à l'organisme payeur toute modification de ses données d'identification ou informations relatives à sa production et aux moyens de production tel que mentionné aux articles 11 et 12, dans les trois mois à compter du jour où il est en mesure de le faire, et y joint les justificatifs correspondants.

Les modifications prennent effet au jour où elles sont apparues.

A défaut pour le partenaire de signaler les modifications dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications prennent effet à dater du jour où l'organisme payeur peut raisonnablement estimer qu'elles sont apparues, à charge du partenaire d'en fournir la preuve de la date exacte.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme payeur ou les organismes à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle vérifie le respect des conditions visées aux articles 10, 11, et 12 et vérifie que le partenaire n'a pas créé artificiellement les conditions pour obtenir l'identification, l'attribution du numéro d'agriculteur ou pour obtenir un aide qui nécessite l'identification au SIGeC ou l'attribution d'un numéro de agriculteur.

§ 2. Pour les aides auxquelles l'identification au SIGeC est nécessaire, les modifications de l'identification prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> entraînent d'office la correction de ces aides à la date où ces modifications prennent effet conformément à l'article 15, alinéa 2.

§ 3. Tout refus ou obstacle de contrôle mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup>, posé par un partenaire, ou l'un de ses titulaires, lors d'un contrôle mené par l'organisme payeur ou les organismes à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle entraîne de plein droit une réduction ou une perte de l'aide pour lequel l'identification au SIGeC ou l'attribution d'un numéro d'agriculteur est nécessaire, sauf dans les cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

L'application du présent article ne fait pas obstacle à l'application des sanctions propres aux aides pour lesquelles l'identification au SIGeC est nécessaire.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives*

**Art. 17.** A l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le 31 mars de chaque année » sont remplacés par les mots « fixée par le Ministre »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le 30 avril de chaque année » sont remplacés par les mots « fixée par le Ministre ».

**Art. 18.** A l'article 4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « le 31 mai de chaque année » sont remplacés par les mots « fixée par le Ministre »;

2° au paragraphe 2, les mots « le 31 mai » sont remplacés par les mots « la date limite des dépôts pour la demande de modifications ».

**Art. 19.** Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III. Critères relatifs au maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture aux fins de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, point c), ii), du Règlement n° 1307/2013 ».

**Art. 20.** L'article 8, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, point c), ii), du Règlement n° 1307/2013, en ce qui concerne le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, l'agriculteur empêche l'embroussaillage et l'envahissement de ses terres arables par des ligneux, tout en respectant et en maintenant les particularités topographiques de ses terres.

L'agriculteur coupe la végétation ligneuse entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 septembre sur toutes ses terres arables.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, la coupe de la végétation ligneuse peut uniquement intervenir une année sur deux dans les parcelles concernées par des mesures agro-environnementales ou par les contrats suivants :

1° la méthode 5 : tournières enherbées telle que définie à l'article 3, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

2° la méthode 7 : parcelles aménagées au sens de l'article 3, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015;

3° la méthode 8 : bandes aménagées au sens de l'article 3, 8°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015;

4° le couvert à finalité environnementale rémunéré par des tiers privés. ».

**Art. 21.** Dans le même arrêté, sont insérés les articles 8/1 et 8/2 rédigés comme suit :

« Art. 8/1. En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, point c), ii), du Règlement n° 1307/2013 en ce qui concerne le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, les prairies permanentes non pâturées sont fauchées au moins une fois par an avant le 1<sup>er</sup> octobre non inclus.

Le produit de la fauche est maintenu sur le terrain.

L'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut n'intervenir qu'une année sur deux pour les cas suivants :

1° les prairies faisant l'objet d'un engagement agro-environnemental pour la méthode 4, prairies à haute valeur biologique de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015;

2° les sites désignés en Natura 2000;

3° les réserves naturelles domaniales, réserves naturelles agréées, zones humides d'intérêt biologique et parcelles sous contrat de gestion avec le Département de la Nature et des Forêts de l'administration au sens de l'article 3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ou avec une association agréée de conservation de la nature.

Art. 8/2. En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, point c), ii), du Règlement n° 1307/2013 en ce qui concerne le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, dans les parcelles occupées par des cultures permanentes, l'agriculteur coupe la végétation ligneuse située entre les arbres productifs au moins une fois par an.

Les cultures permanentes présentent les signes d'une taille et d'un entretien réalisés au moins une fois tous les deux ans.

Les signes d'une taille et d'un entretien réalisés au moins une fois tous les deux ans sont définis par le Ministre.

Le Ministre peut définir des cultures permanentes qui ne sont pas soumises à l'alinéa 2 si la pratique courante de ces cultures est de rester plus de 2 ans sans intervention. ».

**Art. 22.** Dans l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , visée à l'article 3, de l'année civile 2015 » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, le chiffre « 2015 » est remplacé par les mots « de chaque année ».

**Art. 23.** L'article 36 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour l'application de l'article 34, 1°, le Ministre détermine comment s'évaluent les conditions prévues à l'article 30, paragraphe 11, b), du Règlement n° 1307/2013, les conditions de formation visées à l'article 58 et détermine les documents qui sont produits par l'agriculteur qui commence à exercer une activité agricole.

Pour l'application de l'article 34, 2°, le Ministre détermine les situations dans lesquelles l'objectif d'éviter l'abandon de terre est reconnu dans le chef de l'agriculteur. ».

**Art. 24.** A l'article 47 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « , sauf en cas de taille » sont abrogés;

b) au 8°, les mots « dont l'espace entre les couronnes ne dépasse pas cinq mètres » sont remplacés par les mots « dont les couronnes se chevauchent et forment un couvert ».

**Art. 25.** A l'article 49 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :



1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « une largeur de six mètres » sont remplacés par les mots « , en tout point, une largeur minimale de six mètres et une largeur maximale de vingt mètres »;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ».

**Art. 26.** Dans l'article 50 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots « non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ».

**Art. 27.** Dans l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par les mots « par partenaire »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En application de l'article 41, § 8, du Règlement n° 1307/2013, le nombre maximum d'hectares mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup> s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1° le partenaire est visé par l'article 29 du Code des Impôts sur le Revenu;

2° le titulaire assume une responsabilité illimitée pour les obligations du partenaire;

3° le titulaire a contribué au renforcement des structures agricoles du partenaire;

4° le titulaire est un membre associé ou actionnaire du partenaire;

5° le titulaire exerce son activité à titre principal ou en tant que conjoint aidant.

Les parts dans l'activité s'évaluent au prorata des droits d'usage apportés dans ou affectés à l'activité, en tenant compte des cessions ou acquisitions de ces parts, au jour de la demande d'aide.

Les droits d'usage s'entendent comme tout droit quelconque donnant au titulaire le droit d'utiliser le bien concerné »;

3° il est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Le Ministre détermine :

1° une méthode de calcul de l'affectation des hectares du partenaire aux titulaires pour l'application du nombre maximum d'hectares mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup> s'appliquant au niveau des titulaires en exécution du paragraphe 2;

2° une méthode d'estimation des droits d'usage. ».

§ 4. Pour l'application des paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3, l'on entend par :

1° le partenaire : un partenaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, ci-après dénommé « l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle »;

2° le titulaire : un titulaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 7° de l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif au système intégré de gestion et de contrôle. ».

**Art. 28.** A l'article 58, § 3, alinéa 2, les mots « celui qui dispose des documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « celui qui dispose des documents visés au paragraphe 2 ».

**Art. 29.** L'article 60, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour chaque membre, le Gouvernement nomme un suppléant sur base de la même procédure que pour un membre. Le suppléant remplace le membre absent ou empêché. ».

**Art. 30.** L'article 61 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61. L'agriculteur apporte la preuve qu'il respecte les conditions relatives au paiement vert définies notamment dans les Règlements n° 1307/2013 et n° 639/2014, telles qu'exécutées par le chapitre 11, en ce compris via la tenue d'un registre d'exploitation.

Le Ministre peut mettre à disposition de l'agriculteur un modèle type de registre d'exploitation.

A défaut, le registre peut se décliner par parcelle ou par ordre chronologique de l'application des opérations culturales.

Sous peine de nullité, les opérations culturales sont portées au registre au plus tard dans les 7 jours qui suivent leur réalisation.

Sans préjudice d'autres législations, s'ils sont nécessaires au respect d'autres obligations pour l'agriculteur, le Ministre peut déterminer les éléments probants pour chaque superficie d'intérêt écologique de la parcelle et longueur ou des particularités topographiques des parcelles ou de certains éléments tels que déterminés par le Ministre.

Lors de l'analyse des éléments du registre, l'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle, contrôle uniquement la présence du registre d'exploitation et la véracité des informations minimales indispensables présentes dans le registre pour le respect du présent arrêté.

L'agriculteur peut utiliser le registre d'exploitation à d'autres fins techniques et utiles que le respect des obligations reprises dans le présent arrêté. ».

**Art. 31.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 52, § 7, du Règlement n° 1307/2013, le nombre maximum d'animaux mentionné aux articles 10, § 3, 19, § 3, 25, § 3, et 30, § 2, s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique si les conditions cumulatives suivantes sont réunies:

1° le partenaire est visé par l'article 29 du Code des Impôts sur le Revenu;

2° le titulaire assume une responsabilité illimitée pour les obligations du partenaire;

3° le titulaire a contribué au renforcement des structures agricoles du partenaire;

4° le titulaire est un membre associé ou actionnaire du partenaire;

5° le titulaire exerce son activité à titre principal ou en tant que conjoint aidant.

Les parts dans l'activité s'évaluent au prorata des droits d'usage apportés dans ou affectés à l'activité, en tenant compte des cessions ou acquisitions de ces parts, au jour de la demande d'aide.

Les droits d'usage s'entendent de tout droit quelconque donnant au titulaire de droit d'utiliser le bien concerné. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Ministre détermine :

1° les critères permettant d'établir qu'un titulaire a contribué à renforcer la structure agricole du partenaire auquel il appartient;

2° une méthode d'estimation des droits d'usage;

3° une méthode de calcul permettant la répartition des animaux admissibles du partenaire entre les titulaires pour l'application du nombre maximum d'hectares mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup> s'appliquant au niveau des titulaires en exécution du paragraphe 2. »;

3° il est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'application des paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3, l'on entend par :

1° le partenaire : un partenaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, ci-après dénommé « l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle »;

2° le titulaire : un titulaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 7°, de l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle. ».

#### CHAPITRE V. — *Disposition finale*

**Art. 32.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2015 fixant, pour l'année 2015, les dates d'introduction des demandes d'aides relatives aux mesures agro-environnementales et à l'aide à l'agriculture biologique ainsi que la date de dépôt et la date ultime de modification de la demande unique est abrogé.

**Art. 33.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/200160]

**17. DEZEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.22, § 4, D. 24, § 2 und § 3, D.241, D.242 und D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2015 zur Festlegung für das Jahr 2015 der Fristen für das Einreichen der Anträge auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen und auf Beihilfen für biologischen Landbau sowie der Frist für die Hinterlegung und der äußersten Frist für die Änderung des Sammelantrags;

Aufgrund des am 24. August 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. August 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 17. September 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 30. November 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.415/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

2° Partner: eine natürliche Person, eine Vereinigung oder eine Gesellschaft ohne Rechtspersönlichkeit oder eine juristische Person, die im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem identifiziert ist;

3° Partnerschaft: die Beziehung zwischen dem Partner und der Zahlstelle in der Form alphanumerischer Referenzangaben;

4° Verordnung Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

5° InVeKoS: das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem nach Titel II Kapitel I Abschnitt 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

6° Sanitrace: das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

7° Inhaber: jede natürliche oder juristische Person, die vollständig oder teilweise die Verwaltungs- oder Repräsentationsvollmacht eines Partners besitzt.

#### KAPITEL II — *Identifizierung im InVeKoS-System*

**Art. 2** - Der Partner wird einmal in dem SIGEC-System identifiziert.

Abhängig von den Beihilferegeln, für die er einen Antrag einreicht, können ihm jedoch eine oder mehrere Referenznummern zugeteilt werden.

Für die Identifizierung werden nur die in Artikel 3 angeführten Bedingungen erfüllt, unabhängig von den in Kapitel 3 festgelegten Bedingungen für die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer.

**Art. 3** - § 1. Eine natürliche Person, eine Vereinigung oder eine Gesellschaft ohne Rechtspersönlichkeit oder eine juristische Person, kann auf ihren Antrag bei der Zahlstelle im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem identifiziert werden.

Der Identifizierungsantrag umfasst:

1° die Nationalregisternummer der Inhaber, die natürliche Personen sind, oder jedes Inhabers, der als natürliche Person einer juristischen Person angehört, die vollständig oder teilweise die Verwaltungs- oder Repräsentationsvollmacht eines Partners besitzt, und die Betriebsnummer, wenn es sich bei dem Partner um eine juristische Person handelt;

2° die Kontaktangaben des Partners;

3° die Angaben zur Bankverbindung des Partners.

Der Minister bestimmt die in Absatz 2 Ziffer 2 und 3 erwähnten Angaben, die zu übermitteln sind.

§ 2. Dem in Paragraph 1 angeführten Identifizierungsantrag ist die Gründungsurkunde der Vereinigung oder der Gesellschaft ohne Rechtspersönlichkeit beizufügen, es sei denn, es handelt es sich um eine Vereinigung oder um eine Gesellschaft, die in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen wird und deren Gründungsakten im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Unbeschadet der gesetzlich vorgeschriebenen Angaben umfasst die Gründungsakte wenigstens:

1° die Identifizierung der Inhaber;

2° die von den Inhabern einer Vereinigung oder einer Gesellschaft ohne Rechtspersönlichkeit getätigten Einbringungen;

3° das Gründungsdatum;

4° gegebenenfalls die Lebensdauer der Vereinigung oder der Gesellschaft;

5° die Bestimmungen bezüglich der Vertretung, der Verwaltung und gegebenenfalls der Auflösung.

**Art. 4** - Der Inhaber eines Partners wird anhand der Nationalregisternummer identifiziert im Falle eines Inhabers, der eine natürliche Person ist, oder eines Inhabers, der als natürliche Person einer juristischen Person angehört, die vollständig oder teilweise die Verwaltungs- oder Repräsentationsvollmacht eines Partners besitzt, und gegebenenfalls anhand der Betriebsnummer. Falls der Inhaber nicht durch eine einzige Betriebsnummer oder eine einzige Nationalregisternummer identifiziert werden kann, wird er durch alle Betriebsnummern oder alle Nationalregisternummern oder alle diese Nummern zusammen der Inhaber des Partners identifiziert.

Der Inhaber mehrerer Partner wird gemäß Absatz 1 identifiziert. In seiner Identifizierung werden die Partner angegeben, deren Inhaber er ist.

**Art. 5 - § 1.** Außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 2 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 weist der Partner die Zahlstelle unter Übermittlung der entsprechenden Belege innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem er hierzu in der Lage ist, auf jede Änderung der in Artikel 3 § 1 angeführten Angaben hin. Er ist jedoch nicht verpflichtet, diese Belege beizufügen, falls die Änderung in die Zentrale Datenbank der Unternehmen eingetragen wird und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Die Änderungen werden wirksam ab dem Tag, an dem sie aufgetreten sind.

Weist der Partner nicht innerhalb der in Absatz 1 angeführten Frist auf die Änderungen hin, werden diese wirksam an dem Tag, an dem die Zahlstelle angemessen davon ausgehen kann, dass sie aufgetreten sind, wobei es dem Partner obliegt, den Beweis des genauen Datums zu erbringen.

§ 2. Handelt es sich um Beihilfen, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System erforderlich ist, führen die in Paragraph 1 vorgesehenen Änderungen der Identifizierung automatisch zur Anpassung der Beihilfen an dem Datum, an dem die genannten Änderungen gemäß Paragraph 1 wirksam werden.

§ 3. Die Bestimmungen von Paragraph 1 und Paragraph 2 Absatz 1 schließen nicht aus, dass die für die Beihilfen, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System erforderlich ist, vorgesehenen Strafen angewandt werden.

**Art. 6 -** Auf Antrag eines Partners unterbricht oder beendet die Zahlstelle die Partnerschaft jederzeit.

Ein Partner kann die Unterbrechung oder die Beendigung der Partnerschaft nur beantragen, wenn er an keiner Beihilferegulierung, im Rahmen deren die Zahlstelle Beihilfen gewährt oder auszahlt, mehr beteiligt ist.

**Art. 7 -** Findet Artikel D.92 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft Anwendung, so entspricht die geänderte Identifizierung jener einer Vereinigung ohne Rechtspersönlichkeit, die den mithelfenden Ehepartner und die Inhaber, die bereits identifiziert wurden, umfasst.

Findet Artikel D.92 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft Anwendung und handelt es sich um eine Vereinigung ohne Rechtspersönlichkeit zwischen einem Inhaber und seinem mithelfenden Ehepartner, ist das in Artikel D.92 § 2 des Gesetzbuches angeführte Erklärungsformular innerhalb von zwei Monaten ab dem Tag, an dem die in Artikel D.92 erwähnte Änderung erfolgt, zu übermitteln.

**Art. 8 -** Die Zahlstelle oder die Einrichtungen, denen die Zahlstelle ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, prüfen die Wirklichkeit und die Wahrhaftigkeit der übermittelten Angaben.

Außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände führt jede Verweigerung oder Behinderung der in Absatz 1 erwähnten Kontrolle durch einen Partner oder einen seiner Inhaber anlässlich einer von der Zahlstelle oder den Einrichtungen, denen die Zahlstelle ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, durchgeführten Kontrolle, von Rechts wegen zu einer Kürzung oder zu einem Verlust der Beihilfe, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System erforderlich ist.

Die Bestimmungen von Absatz 2 schließen nicht aus, dass die für die Beihilfen, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System erforderlich ist, vorgesehenen Strafen angewandt werden.

#### KAPITEL III — Zuteilung der landwirtschaftlichen Betriebsnummer

**Art. 9 -** Ein gemäß Kapitel II im InVeKoS-System identifizierter Partner kann die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer beantragen.

**Art. 10 -** Um die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer zu erhalten, muss der Partner:

1° eine landwirtschaftliche Tätigkeit im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft ausüben;

2° einen Antrag bei der Zahlstelle einreichen;

3° einen Betrieb und die Produktionseinheiten, die diesen bilden, im Sinne von Artikel 11 autonom verwalten;

4° gegebenenfalls seine Herden in der Sanitrace-Datenbank identifiziert haben;

5° gegebenenfalls seine Pferde in der in Artikel 27 des Königlichen Erlasses vom 26. September 2013 über die Identifizierung und Speicherung von Equiden in einer zentralen Datenbank angeführten zentralen Datenbank identifiziert haben;

6° nicht bereits eine landwirtschaftliche Betriebsnummer besitzen.

**Art. 11 - § 1.** Ein Betrieb wird autonom verwaltet, wenn:

1° der Partner die Verwaltung auf eigene Verantwortung und für eigene Rechnung gewährleistet;

2° die Erzeugnisse des Betriebs individualisiert, identifizierbar und von den Erzeugnissen anderer Betriebe zu unterscheiden sind;

3° der Partner seine Produktionsmittel im Sinne von Artikel 12 § 1 von jedem anderen Landwirt getrennt verwaltet.

Der Minister ist befugt, zusätzlich zu Absatz 1 für einen Produktionstyp oder bestimmte Betriebsstrukturen ergänzende Bedingungen festzulegen.

§ 2. Auf Anfrage der Zahlstelle übermittelt der Partner dieser alle Informationen und beweiskräftigen Dokumente, die in seinem Besitz sind, um die Beachtung der in Paragraph 1 angeführten Bedingungen zu belegen.

**Art. 12 - § 1.** Der Partner verwaltet seine Produktionsmittel im Sinne von Artikel 11 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 von jedem anderen Partner oder Landwirt getrennt, wenn die von ihm verwalteten beweglichen oder unbeweglichen Produktionsmittel nicht teilweise oder vollständig von einem anderen Partner oder Landwirt genutzt werden.

In den Betriebsgebäuden eines Partners befinden sich die Tiere und Produktionsmittel, die ausschließlich dem Partner gehören. Diese Gebäude sind von den Gebäuden jedes anderen Partners oder Landwirts deutlich getrennt und zu unterscheiden.

Die Tiere der verschiedenen Partner oder Landwirte befinden sich nicht auf ein und derselben Parzelle.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 verwaltet der Partner seine Produktionsmittel ebenfalls von jedem anderen Partner oder Landwirt getrennt, wenn:

1° die beweglichen Produktionsmittel mit einem anderen Partner oder Landwirt genutzt werden, unter der Bedingung, dass eine schriftliche Vereinbarung getroffen wurde, in der die genaue Beschreibung der betreffenden Produktionsmittel, ihr Eigentümer, die Art und Weise, auf die diese Produktionsmittel von den betreffenden Partnern genutzt werden, die Dauer der Vereinbarung und deren Kosten vermerkt werden;

2° ein Partner oder ein Landwirt eine Leistung für den Partner erbringt, unter der Bedingung, dass eine schriftliche Vereinbarung getroffen wurde, in der die genaue Beschreibung der betreffenden Produktionsmittel, ihr Eigentümer, eine Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten, die Dauer der Vereinbarung und deren Kosten vermerkt werden;



3° die Veräußerung oder den Erwerb von Aktiva zwischen dem Partner und einem Landwirt erfolgt, unter der Bedingung, dass eine schriftliche Vereinbarung getroffen wurde, in der die genaue Beschreibung der betreffenden Produktionsmittel, das Datum und der Preis vermerkt werden.

Ein Zahlungsbeweis der Kosten für die in Absatz 1 angeführten Vorgänge ist auf einfache Anfrage der Zahlstelle vorzulegen.

**Art. 13 - § 1.** Die Zahlstelle korrigiert die Identifizierung, wenn die Betriebe nicht autonom verwaltet werden.

Die in Absatz 1 angeführte Korrektur besteht darin, die Inhaber der betreffenden Produktionseinheiten unter derselben Identifizierung zu vereinen.

Die in Absatz 1 angeführte Korrektur wird wirksam ab dem Tag, an dem die in Artikel 11 angeführten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind, oder wenn die Zahlstelle angemessen nicht mehr davon ausgehen kann, dass diese Bedingungen erfüllt sind. Gegebenenfalls erbringen die betreffenden Partner den Beweis des genauen Datums.

§ 2. Handelt es sich um Beihilfen, für die eine landwirtschaftliche Betriebsnummer erforderlich ist, führen die in Paragraph 1 vorgesehenen Korrekturen der Identifizierung automatisch zur Anpassung der Beihilfen an dem Datum, an dem die genannten Änderungen gemäß Paragraph 1 wirksam werden.

§ 3. Die Bestimmungen von Paragraph 1 Absatz 1 schließen nicht aus, dass die für die Beihilfen, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System oder eine landwirtschaftliche Betriebsnummer erforderlich sind, vorgesehenen Strafen angewandt werden.

**Art. 14 -** Hat ein Partner die Voraussetzungen für die Identifizierung, für die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer oder für den Erhalt einer Beihilfe, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System oder die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer erforderlich sind, künstlich geschaffen nach Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 korrigiert die Zahlstelle die Identifizierung gemäß Artikel 2 und 11, ohne die künstlich geschaffenen Angaben zu berücksichtigen.

**Art. 15 -** Außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 2 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 weist der Partner die Zahlstelle unter Übermittlung der entsprechenden Belege innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem er hierzu in der Lage ist, auf jede Änderung seiner Identifizierungsangaben oder Angaben über seine Produktion und die Produktionsmittel nach Artikel 11 und 120 hin.

Die Änderungen werden wirksam ab dem Tag, an dem sie aufgetreten sind.

Weist der Partner nicht innerhalb der in Absatz 1 angeführten Frist auf die Änderungen hin, werden diese wirksam an dem Tag, an dem die Zahlstelle angemessen davon ausgehen kann, dass sie aufgetreten sind, wobei es dem Partner obliegt, den Beweis des genauen Datums zu erbringen.

**Art. 16 - § 1.** Die Zahlstelle oder die Einrichtungen, denen sie ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, prüfen die Beachtung der in den Artikeln 10, 11 und 12 angeführten Bedingungen. Zudem prüfen sie, ob der Partner die Voraussetzungen für die Identifizierung, für die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer oder für den Erhalt einer Beihilfe, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System oder die Zuteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer erforderlich sind, nicht künstlich geschaffen haben.

§ 2. Handelt es sich um Beihilfen, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System erforderlich ist, führen die in Paragraph 1 vorgesehenen Änderungen der Identifizierung automatisch zur Anpassung der Beihilfen an dem Datum, an dem die genannten Änderungen gemäß Artikel 15 Absatz 2 wirksam werden.

§ 3. Außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände führt jede Verweigerung oder Behinderung der in Paragraph 1 erwähnten Kontrolle durch einen Partner oder einen seiner Inhaber anlässlich einer von der Zahlstelle oder den Einrichtungen, denen die Zahlstelle ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, durchgeführten Kontrolle, von Rechts wegen zu einer Kürzung oder zu einem Verlust der Beihilfe, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System oder die Zuteilung oder einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer erforderlich sind.

Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels schließen nicht aus, dass die für die Beihilfen, für die eine Identifizierung im InVeKoS-System erforderlich ist, vorgesehenen Strafen angewandt werden.

#### KAPITEL IV — Abänderungsbestimmungen

**Art. 17 -** Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte wird wie folgt abgeändert:

1° im ersten Absatz wird die Wortfolge "ist der 31. März eines jeden Jahres" durch die Wortfolge "wird durch den Minister festgelegt" ersetzt;

2° im zweiten Absatz wird die Wortfolge "ist der 30. April eines jeden Jahres" durch die Wortfolge "wird durch den Minister festgelegt" ersetzt.

**Art. 18 -** Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° im ersten Absatz wird die Wortfolge "bis spätestens 31. Mai des betreffenden Jahres" durch die Wortfolge "bis zu einem durch den Minister festgelegten Datum" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "nach dem 31. Mai" durch die Wortfolge "nach dem äußersten Datum für das Einreichen der Anträge auf Änderung" ersetzt.

**Art. 19 -** In demselben Erlass wird der Titel des Kapitels III durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel III - Kriterien für die Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand im Sinne von Artikel 4 (1) c) ii) der Verordnung Nr. 1307/2013".

**Art. 20 -** Artikel 8 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 8 - § 1. In Anwendung von Artikel 4 (1) c) ii) der Verordnung Nr. 1307/2013 hinsichtlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand vermeidet der Landwirt die Verbuchung und die Überwucherung seines Ackerlands durch holzartige Pflanzen, wobei er jedoch die Landschaftsmerkmale der Parzellen beachtet und erhält.

Der Landwirt schneidet die holzige Vegetation zwischen dem 1. August und dem 30. September auf seinen gesamten Ackerflächen.

§ 2. In Abweichung von § 1 darf das Schneiden der holzigen Vegetation nur jedes zweite Jahr erfolgen auf den Parzellen, die durch Agrarumweltmaßnahmen oder durch die folgenden Verträge betroffen sind:

1° Methode 5: begraste Wendestreifen nach Artikel 3 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

2° Methode 7: bepflanzte Ackerparzellen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015;

3° Methode 8: bepflanzte Ackerstreifen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015;

4° Pflanzendecke zu Umweltschutzzwecken, die von Dritten finanziert wird.“

**Art. 21** - In denselben Erlass werden die Artikel 8/1 und 8/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 8/1 - In Anwendung von Artikel 4 (1) c) ii) der Verordnung Nr. 1307/2013 hinsichtlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand wird das nicht beweidete Dauergrünland wenigstens einmal jährlich vor dem 1. Oktober gemäht.

Das Mähgut wird auf dem Feld gelassen.

Die in Absatz 1 erwähnte Verpflichtung darf in den folgenden Fällen nur jedes zweite Jahr ausgeführt werden:

1° bei Wiesen, die Gegenstand einer Verpflichtung im Rahmen der Methode 4 - biologisch wertvollen Wiesen - der Agrarumweltmaßnahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 sind;

2° bei als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebieten;

3° bei domanialen Naturschutzgebieten, anerkannten Naturschutzgebieten, Feuchtgebieten von biologischer Bedeutung und Parzellen unter Bewirtschaftungsvertrag mit der Abteilung Natur und Forstwesen der Verwaltung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft oder mit einer anerkannten Naturschutzvereinigung.

Art. 8/2 - In Anwendung von Artikel 4 (1) c) ii) der Verordnung Nr. 1307/2013 hinsichtlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand schneidet der Landwirt die holzige Vegetation zwischen den ertragreichen Bäumen in den Parzellen mit Dauerkulturen wenigstens einmal jährlich.

Die Dauerkulturen weisen Anzeichen eines Schnitts und einer Pflege auf, die wenigstens jedes zweite Jahr durchgeführt werden.

Die Anzeichen des Schnitts und der Pflege auf, die wenigstens jedes zweite Jahr durchgeführt werden, werden durch den Minister definiert.

Der Minister kann die Dauerkulturen definieren, die den Bestimmungen von Absatz 2 nicht unterliegen, wenn die gängige Praxis in diesen Kulturen darin besteht, diese mehr als zwei Jahre unberührt zu lassen.“

**Art. 22** - Artikel 35 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “des in Artikel 3 erwähnten Sammelantrags des Kalenderjahres 2015.” durch die Wortfolge “des Sammelantrags.” ersetzt.

2° in Absatz 2 wird die Zahl “2015” durch die Wortfolge “eines jeden Jahres” ersetzt.

**Art. 23** - Artikel 36 desselben Erlasses wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für die Anwendung von Artikel 34 Ziffer 1 bestimmt der Minister wie die in Artikel 30 Absatz 11 b) der Verordnung Nr. 1307/2013 vorgesehenen Bedingungen sowie die in Artikel 58 angeführten Bedingungen in Bezug auf die Ausbildung zu bewerten sind, und er legt die Schriftstücke fest, die von dem Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit beginnt, vorzulegen sind.

Für die Anwendung von Artikel 34 Ziffer 2 bestimmt der Minister die Situationen, in denen anerkannt wird, dass der Landwirt das Ziel verfolgt, zu verhindern, dass Flächen aufgegeben werden.“

**Art. 24** - Artikel 47 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 2 wird die Wortfolge “, außer wenn der Baum geschnitten wurde” gestrichen;

b) unter Ziffer 8 wird die Wortfolge “innerhalb deren der Abstand zwischen den Baumkronen höchstens fünf Meter beträgt” durch die Wortfolge “innerhalb deren die Baumkronen sich überlagern und ein geschlossenes Kronendach bilden” ersetzt.

**Art. 25** - Artikel 49 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “sechs Meter breit” durch die Wortfolge “an jeder Stelle wenigstens sechs Meter und höchstens zwanzig Meter breit” ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch die Wortfolge “die nicht geschützt sind durch Anhang VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur” ergänzt.

**Art. 26** - In Artikel 50 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch die Wortfolge “die nicht geschützt sind durch Anhang VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur” ergänzt.

**Art. 27** - Artikel 56 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird zwischen der Wortfolge “30 Hektar” und der Wortfolge “gewährt werden” die Wortfolge “pro Partner” eingefügt;

2° Paragraph 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“§ 2. In Anwendung von Artikel 41 § 8 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die Höchstanzahl Hektar nach § 1 auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder Einbringungen in die Tätigkeit des Partners, angewandt.

Absatz 1 findet Anwendung, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

1° der Partner fällt unter Artikel 29 des Einkommensteuergesetzbuchs;

2° der Inhaber haftet unbeschränkt für die Verpflichtungen des Partners;

3° der Inhaber hat zur Stärkung der landwirtschaftlichen Strukturen des Partners beigetragen;

4° der Inhaber ist Gesellschafter oder Aktionär des Partners;

5° der Inhaber übt seine Tätigkeit hauptberuflich oder als mithelfender Ehepartner aus.

Die Anteile in der Tätigkeit werden am Tag des Beihilfeantrags im Verhältnis zu den Nutzungsrechten bewertet, die in die Tätigkeit eingebracht werden oder dieser zugewiesen werden, unter Berücksichtigung der Veräußerung oder des Erwerbs dieser Anteile.

Als Nutzungsrechte gelten jegliche Rechte, die dem Inhaber ermöglichen, das betreffende Gut zu nutzen“;

3° Der Artikel wird durch die Paragraphen 3 und 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Der Minister legt Folgendes fest:

1° eine Berechnungsmethode für die Zuweisung der Hektarflächen des Partners an die Inhaber für die Anzahl der in Paragraph 1 erwähnten Höchstanzahl Hektar, die in Ausführung von Paragraph 2 auf die Inhaber Anwendung findet;

2° eine Methode zur Schätzung der Nutzungsrechte.“

§ 4. Für die Anwendung der Paragraphen 1, 2 und 3 gelten folgende Definitionen:

1° Partner: ein Partner im Sinne von Artikel 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe, nachstehend der "Erlass vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems genannt“;

2° Inhaber: ein Inhaber im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7 des Erlasses vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems genannt.“

**Art. 28** - In Artikel 58 § 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "oder der Landwirt, der über die in § 1, Absatz 2 genannten Dokumente verfügt" durch die Wortfolge "oder der Landwirt, der über die in § 2 genannten Dokumente verfügt" ersetzt.

**Art. 29** - Artikel 60 § 1 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für jedes Mitglied ernennt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied nach dem Verfahren, das auch für ein Mitglied gilt. Das stellvertretende Mitglied ersetzt das abwesende oder verhinderte Mitglied.“

**Art. 30** - Artikel 61 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 61 - Der Landwirt erbringt den Beweis, dass er die Bedingungen bezüglich der Vergrünungszahlung beachtet, die insbesondere in den Verordnungen Nr. 1307/2013 und Nr. 639/2014 festgelegt und durch Kapitel 11 festgelegt worden sind, einschließlich der Auflage, ein Betriebsregister zu führen.

Der Minister kann dem Landwirt ein Muster des Betriebsregisters zur Verfügung stellen.

Stellt der Minister kein Muster zur Verfügung kann das Register pro Parzelle oder in der zeitlichen Reihenfolge der Anwendung von Anbaumaßnahmen geführt werden.

Unter Gefahr der Nichtigkeit werden die Anbaumaßnahmen spätestens innerhalb von sieben Tagen nach ihrer Durchführung in das Register eingetragen.

Unbeschadet anderer Gesetzgebungen ist der Minister befugt, für jede im Umweltinteresse genutzte Fläche und Länge der Parzelle sowie für die topographischen Besonderheiten der Parzellen oder für bestimmte durch den Minister festgelegte Bestandteile beweiskräftige Bestandteile festzulegen, insofern sie für die Beachtung weiterer Verpflichtungen für den Landwirt erforderlich sind.

Bei der Analyse der Bestandteile des Registers prüft die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, ausschließlich, ob das Betriebsregister vorhanden ist und ob die Mindestangaben, die für die Beachtung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses unerlässlich sind, der Wahrheit entsprechen.

Der Landwirt kann das Betriebsregister zu anderen technischen und nützlichen Zwecken benutzen als zur Beachtung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses.“

**Art. 31** - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch das Folgende ersetzt:

« § 1<sup>er</sup>. In Anwendung von Artikel 52 § 7 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die Höchstanzahl Hektar nach Artikel 10 § 3, 19 § 3, 25 § 3 und 30 § 2 auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder Einbringungen in die Tätigkeit des Partners, angewandt.

Absatz 1 findet Anwendung, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

1° der Partner fällt unter Artikel 29 des Einkommensteuergesetzbuchs;

2° der Inhaber haftet unbeschränkt für die Verpflichtungen des Partners;

3° der Inhaber hat zur Stärkung der landwirtschaftlichen Strukturen des Partners beigetragen;

4° der Inhaber ist Gesellschafter oder Aktionär des Partners;

5° der Inhaber übt seine Tätigkeit hauptberuflich oder als mithelfender Ehepartner aus.

Die Anteile in der Tätigkeit werden am Tag des Beihilfeantrags im Verhältnis zu den Nutzungsrechten bewertet, die in die Tätigkeit eingebracht werden oder dieser zugewiesen werden, unter Berücksichtigung der Veräußerung oder des Erwerbs dieser Anteile.

Als Nutzungsrechte gelten jegliche Rechte, die dem Inhaber ermöglichen, das betreffende Gut zu nutzen.“;

2° Paragraph 3 wird durch das Folgende ersetzt:

" § 3. Der Minister legt Folgendes fest:

1° die Kriterien, nach denen nachgewiesen werden kann, dass der Inhaber zur Stärkung der landwirtschaftlichen Struktur des Partners, dem es angehört, beigetragen hat;

2° eine Methode zur Schätzung der Nutzungsrechte;

3° eine Berechnungsmethode, die die Aufteilung der förderfähigen Tiere des Partners unter die Inhaber für die Anzahl der in Paragraph 1 erwähnten Höchstanzahl Hektar, die in Ausführung von Paragraph 2 auf die Inhaber Anwendung findet, ermöglicht.“;

3° Der Artikel wird durch den Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 4. Für die Anwendung der Paragraphen 1, 2 und 3 gelten folgende Definitionen:

1° Partner: ein Partner im Sinne von Artikel 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen

Regiering vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe, nachstehend der "erlass vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems genannt";

2° Inhaber: ein Inhaber im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7 des Erlasses vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems genannt."

#### KAPITEL V — *Schlussbestimmung*

**Art. 32** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2015 zur Festlegung für das Jahr 2015 der Fristen für das Einreichen der Anträge auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen und auf Beihilfen für biologischen Landbau sowie der Frist für die Hinterlegung und der äußersten Frist für die Änderung des Sammelantrags wird aufgehoben.

**Art. 33** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200160]

**17 DECEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG), nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.22, § 4, D. 24, § 2, en § 3, D.241, D.242, D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2015 tot vastlegging, voor het jaar 2015, van de data van indiening van de steunaanvragen betreffende de agromilieumaatregelen en de steun voor biologische landbouw, alsook de datum van indiening van de verzamelaanvraag en de uiterste datum van wijziging ervan;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 augustus 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 augustus 2015;

Gelet op het overleg van 17 september 2015 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het rapport van 5 februari 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 58.415/4 van de Raad van State, gegeven op 30 november 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van Landbouw.

2° de partner : een natuurlijke persoon, een vereniging of een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid of een rechtspersoon, en dat in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem geïdentificeerd is;

3° het partnerschap: de relatie die de partner en het betaalorgaan verbindt en de vorm van alfanumerieke verwijzingen aanneemt;



4° verordening nr. 1306/2013 : verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

5° het GBCS : het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1 van het Waalse Landbouwwetboek;

6° Sanitrace : het geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van dieren, gebruikt door het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedingsketen;

7° de titularis : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die het geheel of een deel bezit van de bevoegdheid voor het beheer of de vertegenwoordiging van een partner.

## HOOFDSTUK II. — *Identificatie bij het GBCS*

**Art. 2.** De partner wordt geïdentificeerd als hij in het GBCS is.

Er kunnen echter één of meerdere referentienummers worden toegekend volgens de regelingen waarvoor hij een aanvraag heeft ingediend.

Voor de identificatie, wordt alleen voldaan aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, los van de toekenningsvoorwaarden van het landbouwnummer bepaald in hoofdstuk 3.

**Art. 3.** § 1. Een natuurlijke persoon, een vennootschap of een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid of een rechtspersoon kan bij het GBCS worden geïdentificeerd op zijn verzoek bij het betaalorgaan.

De aanvraag tot identificatie bevat:

1° het rijksregisternummer van de titularissen natuurlijke persoon, of van elke titularis natuurlijke persoon van een rechtspersoon die het geheel of een deel bezit van de bevoegdheid voor het beheer of de vertegenwoordiging van een partner en het ondernemingsnummer wanneer de partner een rechtspersoon is;

2° de contactgegevens van de partner;

3° de bankgegevens van de partner.

De Minister bepaalt de te verstrekken informatie bedoeld in het tweede lid, 2° en 3°.

§ 2. De oprichtingsakte van de vereniging of de vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid wordt gevoegd bij de identificatie-aanvraag bedoeld in paragraaf 1, met uitzondering van de vereniging of de maatschappij ingeschreven bij de Kruispuntbank der Ondernemingen en waarvan de oprichtingsakte in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Onverminderd de verplichte wettelijke vermeldingen bevat de oprichtingsakte minstens:

1° de identificatie van de titularissen;

2° de inbreng van de titularissen van een vereniging of vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid;

3° de oprichtingsdatum;

4° desgevallend, de levensduur van de vereniging of vennootschap;

5° de regels inzake vertegenwoordiging, beheer en desgevallend ontbinding.

**Art. 4.** De titularis van een partner wordt geïdentificeerd door middel van het rijksregisternummer voor de titularissen natuurlijke persoon of voor de titularis natuurlijke persoon van een rechtspersoon die het geheel of een deel bezit van de bevoegdheid voor het beheer of de vertegenwoordiging van een partner en, in voorkomend geval, door zijn ondernemingsnummer. Wanneer de titularis niet identificeerbaar is door één enkele ondernemingsnummer of één enkele rijksnummer, wordt hij geïdentificeerd door het geheel van de ondernemingsnummers of rijksnummers, of het geheel van beiden, van de titularissen van de partner.

De titularis van verschillende partners wordt geïdentificeerd overeenkomstig het eerste lid. Zijn identificatie vermeldt de partners waarvan hij titularis is.

**Art. 5.** § 1. Behoudens overmacht of buitengewone omstandigheden in de zin van artikel 2, § 2, van Verordening nr. 1306/2013, meldt de partner aan het betaalorgaan elke wijziging van de gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, binnen drie maanden te rekenen vanaf de dag waarop hij in staat is om het te doen, en hij voegt ook de nodige bewijsstukken erbij. Hij is echter niet verplicht om deze bewijsstukken toe te voegen als de wijziging opgenomen is in de Kruisbank der Ondernemingen en bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad*.

De wijzigingen hebben uitwerking op de dag waarop ze zijn opgetreden.

Als de partner de wijzigingen niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid kan melden, hebben de wijzigingen uitwerking vanaf de dag waarop het betaalorgaan redelijk kan schatten dat ze zijn opgetreden, de partner moet dan het bewijs van de juiste datum leveren.

§ 2. Voor de steun waarvoor de identificatie bij het GBCS nodig is, hebben de wijzigingen van de identificatie bedoeld in paragraaf 1 ambtshalve tot gevolg dat deze steun wordt aangepast op de datum waarop deze wijzigingen uitwerking hebben, overeenkomstig paragraaf 1.

§ 3. Paragraaf 1 en paragraaf 2, eerste lid, vormen geen hindernis voor de toepassing van de sancties die eigen zijn aan de steun waarvoor de identificatie bij het GBCS nodig is.

**Art. 6.** Op aanvraag van een partner kan het betaalorgaan op elk ogenblik een partnerschap schorsen of beëindigen.

Een partner mag pas de schorsing of het einde van het partnerschap aanvragen als hij aan geen enkele steunregeling meer deelneemt die door het betaalorgaan wordt toegekend of betaald.

**Art. 7.** Als artikel D.92 van het Waalse Landbouwwetboek wordt toegepast, komt de gewijzigde identificatie overeen met die van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid die de meewerkende echtgenoot en de reeds geïdentificeerde titularissen opneemt.

Wanneer artikel D.92 van het Waalse Landbouwwetboek wordt toegepast, in het geval van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid tussen een titularis en zijn meewerkende echtgenoot, wordt het aangifteformulier bedoeld in artikel D.92, § 2, van het Wetboek overgemaakt binnen twee maanden vanaf de dag waarop de wijziging bedoeld in artikel D.92 plaatsvindt.

**Art. 8.** Het betaalorgaan, of de instellingen waaraan het betaalorgaan een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, verifieert de werkelijkheid en de waarachtigheid van de meegedeelde informatie.

Elke controleweigerings of -belemmering bedoeld in het eerste lid gesteld door een partner of één van zijn titularissen tijdens een controle uitgeoefend door het betaalorgaan of de instellingen waaraan hij een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, heeft van rechtswege een verlaging of het verlies van de steun tot gevolg waarvoor de identificatie bij het GBCS noodzakelijk is, behalve in de gevallen van overmacht of in uitzonderlijke omstandigheden.

Het tweede lid is geen belemmering voor de toepassing van de sancties die eigen zijn aan de steun waarvoor de identificatie bij het GBCS noodzakelijk is.

#### HOOFDSTUK III. — *Toekenning van een landbouwnummer*

**Art. 9.** Een partner die bij het GBCS geïdentificeerd is overeenkomstig hoofdstuk II kan de toekenning van een landbouwnummer aanvragen.

**Art. 10.** Om een landbouwnummer te krijgen, moet de partner:

- 1° een landbouwactiviteit uitoefenen in de zin van artikel D.3, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek;
- 2° een aanvraag indienen bij het betaalorgaan;
- 3° autonome beheerder zijn van een bedrijf en van de productie-eenheden die er deel van uitmaken, in de zin van artikel 11;
- 4° in voorkomend geval, zijn veebestand identificeren in de gegevensbank Sanitrace;
- 5° in voorkomend geval, zijn paarden identificeren in de centrale gegevensbank bedoeld in artikel 27 van het koninklijk besluit van 26 september 2013 betreffende de identificatie en de encodering van de paardachtigen in een centrale gegevensbank;
- 6° nog niet over een landbouwnummer beschikken.

**Art. 11.** § 1. Een bedrijf wordt autonoom beheerd wanneer :

- 1° de partner het beheer ervan onder zijn eigen verantwoordelijkheid en voor zijn eigen rekening waarneemt;
- 2° de producties van het bedrijf geïndividualiseerd en identificeerbaar zijn en ook verschillend zijn van de producties van andere bedrijven;
- 3° de partner zijn productiemiddelen beheerd op een manier die exclusief is t.o.v. elke andere landbouwer, in de zin van artikel 12, § 1.

De Minister kan voorwaarden als aanvulling op het eerste lid vaststellen die betrekking hebben op een soort productie of op bepaalde uitbatingsstructuren.

§ 2. Op verzoek van het betaalorgaan, maakt de partner alle informatie en bewijsstukken in zijn bezit over aan het betaalorgaan om hem aan te tonen dat de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 worden nageleefd.

**Art. 12.** § 1. De partner beheert zijn productiemiddelen op een exclusieve manier t.o.v. elke andere partner of landbouwer in de zin van artikel 11, § 1, eerste lid, 3°, wanneer de productiemiddelen, roerend of onroerend, die door hem worden beheerd niet gedeeltelijk of volledig door een andere partner of landbouwer worden gebruikt.

De gebouwen van het bedrijf van een partner herbergen de dieren en de productiemiddelen die exclusief tot de partner behoren en worden duidelijk gescheiden en apart gehouden van de gebouwen van elke andere partner of landbouwer.

De dieren van verschillende partners of landbouwers zijn niet aanwezig op hetzelfde perceel.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beheert de partner ook zijn productiemiddelen op een manier die exclusief is t.o.v. elke andere partner of landbouwer wanneer:

- 1° de roerende productiemiddelen worden gebruikt met een andere partner of landbouwer, op voorwaarde dat er een akkoord is dat schriftelijk wordt vastgesteld, met vermelding van de nauwkeurige omschrijving van de betrokken productiemiddelen, hun eigenaar, de manier waarop de productiemiddelen worden beheerd door de betrokken partners, de duur van het akkoord en zijn kost;
- 2° een partner of een landbouwer presteert een dienst voor de rekening van de partner, op voorwaarde dat er een akkoord is dat schriftelijk wordt vastgesteld, met vermelding van de nauwkeurige omschrijving van de betrokken productiemiddelen, hun eigenaar, een beschrijving van het uit te voeren werk, de duur van het akkoord en zijn kost;
- 3° de overdracht of verwerving van een actief geschiedt tussen de partner en een landbouwer op voorwaarde dat er een akkoord is dat schriftelijk wordt vastgesteld, met vermelding van een nauwkeurige omschrijving van de betrokken productiemiddelen, de datum en de prijs.

Een bewijs van de betaling van de kost van de verrichtingen bedoeld in het eerste lid wordt op gewoon verzoek van het betaalorgaan overgelegd.

**Art. 13.** § 1. Het betaalorgaan verbetert een identificatie wanneer bedrijven niet op een autonome manier worden beheerd.

De verbetering bedoeld in het eerste lid neemt de vorm aan van de hergroepering van de titularissen van de betrokken productie-eenheden onder dezelfde identificatie.

De verbetering bedoeld in het eerste lid heeft uitwerking vanaf de dag dat de voorwaarden bedoeld in artikel 11 niet meer worden nageleefd of wanneer het betaalorgaan redelijkerwijze niet meer kan aannemen dat aan de voorwaarden wordt voldaan. In voorkomend geval, moeten de betrokken partners het bewijs leveren van de juiste datum.

§ 2. Voor de steun die het landbouwnummer vereist, hebben de verbeteringen van de identificatie bedoeld in paragraaf 1 ambtshalve tot gevolg dat deze steun wordt aangepast op de datum waarop deze wijzigingen uitwerking hebben, overeenkomstig paragraaf 1

§ 3. Paragraaf 1, eerste lid, is geen belemmering voor de toepassing van de sancties die eigen zijn aan de steun waarvoor de identificatie bij het GBCS of het landbouwnummer noodzakelijk is.

**Art. 14.** Overeenkomstig artikel 60 van Verordening nr. 1306/2013, wanneer een partner kunstmatig de voorwaarden heeft gecreëerd om de identificatie, de toekenning van een landbouwnummer of een steun te verkrijgen die een identificatie bij het GBCS of de toekenning van een landbouwnummer vereist, dan verbetert het betaalorgaan de identificatie overeenkomstig de artikelen 2 en 11, zonder rekening te houden met de kunstmatige creaties.

**Art. 15.** Behoudens overmacht of buitengewone omstandigheden in de zin van artikel 2, § 2, van Verordening nr. 1306/2013, meldt de partner aan het betaalorgaan elke wijziging van zijn identificatiegegevens of informatie betreffende zijn productie en de productiemiddelen zoals vermeld in de artikelen 11 en 120, binnen drie maanden te rekenen vanaf de dag waarop hij in staat is om het te doen, en hij voegt ook de nodige bewijsstukken erbij.

De wijzigingen hebben uitwerking op de dag waarop ze zijn opgetreden.

Als de partner de wijzigingen niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid kan melden, hebben de wijzigingen uitwerking vanaf de dag waarop het betaalorgaan redelijk kan schatten dat ze zijn opgetreden, de partner moet dan het bewijs van de juiste datum leveren.

**Art. 16.** § 1. Het betaalorgaan of de instellingen waaraan het een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, gaat na of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 10, 11, en 12 vervuld zijn en gaat na of de partner de voorwaarden niet kunstmatig heeft gecreëerd om de identificatie, de toekenning van het landbouwnummer of een steun te verkrijgen die de identificatie bij het GBCS of de toekenning van een landbouwnummer vereist.

§ 2. Voor de steun waarvoor de identificatie bij het GBCS nodig is, hebben de wijzigingen van de identificatie bedoeld in paragraaf 1 ambtshalve tot gevolg dat deze steun wordt aangepast op de datum waarop deze wijzigingen uitwerking hebben, overeenkomstig artikel 15, tweede lid.

§ 3. Elke controleweigering of -belemmering vermeld in paragraaf 1 gesteld door een partner of één van zijn titularissen tijdens een controle uitgeoefend door het betaalorgaan of de instellingen waaraan hij een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, heeft van rechtswege een verlaging of het verlies van de steun tot gevolg waarvoor de identificatie bij het GBCS of de toekenning van een landbouwnummer noodzakelijk is, behalve in de gevallen van overmacht of in uitzonderlijke omstandigheden.

De toepassing van dit artikel is geen belemmering voor de toepassing van de sancties die eigen zijn aan de steun waarvoor de identificatie bij het GBCS noodzakelijk is.

#### HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 17.** Artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "31 maart van elk jaar" vervangen door de woorden "bepaald door de Minister";

2° in het tweede lid worden de woorden "30 april van elk jaar" vervangen door de woorden "bepaald door de Minister";

**Art. 18.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "31 mei van elk jaar" vervangen door de woorden "bepaald door de Minister";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "31 mei" vervangen door de woorden "de uiterste datum voor de indiening van de wijzigingsaanvraag".

**Art. 19.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

"Hoofdstuk III Criteria betreffende het behoud van de landbouwoppervlakte in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt in de zin van artikel 4, § 1, punt c), ii), van verordening nr. 1307/2013".

**Art. 20.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 1, punt c), ii), van Verordening nr. 1307/2013, wat betreft het behoud van de landbouwoppervlakte in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt, moet de landbouwer de overwoekering en de verwildering met struik- en houtgewassen van zijn akkerland tegengaan, en daarbij natuurlijk de bijzondere topografische kenmerken van zijn land in acht nemen en in stand houden.

De landbouwer kapt de struik- en houtgewassen tussen 1 augustus en 30 september op elk akkerland.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mag het kappen van de struik- en houtgewassen slechts om het andere jaar gebeuren in de percelen die betrokken zijn bij agromilieumaatregelen of bij de volgende overeenkomsten :

1° methode 5 : met gras bezaaide perceelstranden zoals bepaald in artikel 3, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

2° methode 7 : ingerichte percelen in de zin van artikel 3, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015;

3° methode 8 : ingerichte stroken in de zin van artikel 3°, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015;

4° de bedekking voor milieudoelinden betaald door private derden."

**Art. 21.** In hetzelfde besluit worden de artikelen 8/1 en 8/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 8/1. Overeenkomstig artikel 4, § 1, punt c), ii), van verordening nr. 1307/2013, wat betreft het behoud van de landbouwoppervlakte in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt, wordt het blijvend grasland dat geen weide is minstens één keer per jaar gemaaid vóór 1 oktober niet inbegrepen.

het afgemaaid gras blijft ter plaatse liggen.

De verplichting bedoeld in het eerste lid kan om het andere jaar gebeuren voor de volgende gevallen :

1° de weiden die het voorwerp uitmaken van een agromilieuverbintenis voor de methode 4, weiden met een hoge biologische waarde van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015;

2° de sites die als Natura 2000 worden aangewezen;

3° de domaniale natuurreservaten, erkende natuurreservaten, vochtige gebieden met een biologische waarde en percelen onder beheerscontract met het Departement Natuur en Bossen van de administratie in de zin van artikel 3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek of met een erkende vereniging inzake natuurbehoud.

Art. 8/2. Overeenkomstig artikel 4, § 1, punt c), ii), van Verordening nr. 1307/2013, wat betreft het behoud van de landbouwoppervlakte in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt, in de percelen met blijvende gewassen, kapt de landbouwer de struik- en houtgewassen tussen de productieve bomen minstens één keer per jaar.

De blijvende gewassen geven er duidelijk blijk van dat ze minstens een keer om de twee jaar worden gesnoeid en onderhouden.

De tekens die moeten aantonen dat er minstens een keer om de twee jaar wordt gesnoeid en onderhouden, worden door de Minister bepaald.

De Minister kan blijvende gewassen bepalen die niet aan het tweede lid worden onderworpen als de gewoonte voor deze teelten erin bestaat om meer dan twee jaar zonder tussenkomst te blijven. ».

**Art. 22.** In artikel 35, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de zin van het eerste lid luidt als volgt : "De landbouwers die overeenkomstig artikel 34 in aanmerking willen komen voor een toegang tot de reserve, verzoeken erom aan de hand van de eenmalige aanvraag".

2° in het tweede lid, wordt het cijfer "2015" vervangen door de woorden "van elk jaar".

**Art. 23.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Voor de toepassing van artikel 34, 1°, bepaalt de Minister hoe de voorwaarden bedoeld in artikel 30, paragraaf 11, b), van Verordening nr. 1307/2013, alsook de opleidingsvoorwaarden bedoeld in artikel 58 worden geëvalueerd en bepaalt hij de documenten die worden overgelegd door de landbouwer die met een landbouwactiviteit begint.

Voor de toepassing van artikel 34, 2°, bepaalt de Minister de toestanden waarin de doelstelling om het verlaten van de gronden te voorkomen in hoofde van de landbouwer wordt erkend."

**Art. 24.** In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 2° worden de woorden "behalve als er gesnoeid wordt" geschrapt;

b) onder punt 8° worden de woorden "waarvan de ruimte tussen de kruinen niet meer dan vijf meter bedraagt" vervangen door de woorden "waarvan de kruinen elkaar overlappen en een schutbos vormen".

**Art. 25.** In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "zijn de bufferstroken langs een waterloop zes meter breed" vervangen door de woorden "hebben de bufferstroken langs een waterloop, op elke punt, een minimale breedte van zes meter en een maximale breedte van twintig meter";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "die niet beschermd is door bijlage VI.B van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud".

**Art. 26.** In artikel 50 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "die niet beschermd is door bijlage VI.B van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud".

**Art. 27.** In artikel 56 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1 worden de woorden "per partner" ingevoegd tussen de woorden "voor maximum 30 ha" en de woorden "toegekend worden";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. Overeenkomstig artikel 41, § 8, van Verordening nr. 1307/2013 is het in § 1 bedoelde maximum aantal hectaren van toepassing op het niveau van de titularissen van de rechtspersonen, van de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van hun aandelen, van de verdeling van het gebruiksrecht of van hun inbreng in de activiteit van de partner.

Lid 1 is van toepassing als de volgende cumulatieve voorwaarden verenigd zijn :

1° de partner valt onder artikel 29 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

2° de titularis neemt een onbeperkte verantwoordelijkheid op zich voor de verplichtingen van de partner;

3° de titularis heeft bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuren van de partner;

4° de titularis is een lid vennoot of aandeelhouder van de partner.

5° de titularis oefent zijn activiteit uit in hoofdberoep of als meewerkende echtgenoot.

De aandelen in de activiteit worden geëvalueerd naar rato van de gebruiksrechten gebracht in of bestemd voor de activiteit, rekening houdend met de overdrachten of verkrijgingen van deze aandelen op de dag van de steunaanvraag.

De gebruiksrechten worden begrepen als alle rechten die aan de titularis van het recht de mogelijkheid geven om het betrokken goed te gebruiken";

3° hij wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidend als volgt :

" § 3. De Minister bepaalt :

1° een berekeningsmethode van de bestemming van de hectaren van de partner aan de titularissen voor de toepassing van het maximumaantal hectaren vermeld in paragraaf 1 die van toepassing zijn op het niveau van de titularissen in uitvoering van paragraaf 2;

2° een ramingsmethode van de gebruiksrechten."

§ 4. Voor de toepassing van de paragrafen 1, 2 en 3, wordt verstaan onder :

1° de partner : een partner in de zin van artikel 1, 2° van het besluit van de Waalse Regering betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, hierna "het besluit van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem" genoemd";

2° de titularis : een titularis in de zin van artikel 1, 7° van het besluit van 17 december 2015 betreffende het geïntegreerd beheers- en controlesysteem."

**Art. 28.** In artikel 58, § 3, tweede lid, worden de woorden « degene die over de in § 1, tweede lid, bedoelde documenten beschikt" vervangen door de woorden "degene die over de in § 2 bedoeld documenten beschikt".

**Art. 29.** Artikel 60, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

"Voor elk lid, benoemt de Regering een plaatsvervanger op basis van dezelfde procedure die voorzien is voor een lid. De plaatsvervanger vervangt het lid dat afwezig is of verhinderd is."

**Art. 30.** Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 61. De landbouwer levert het bewijs dat hij de voorwaarden betreffende de groene betaling omschreven o.a. in de Verordeningen nr. 1307/2013 en nr. 639/2014 naleeft, zoals uitgevoerd door hoofdstuk 11, met inbegrip via het bijhouden van een bedrijfsregister.



De Minister kan een typemodel van bedrijfsregister ter beschikking stellen van de landbouwer.

Bij gebrek kan het register per perceel of per chronologische orde resulteren in de toepassing van teelthandelingen.

Op straffe van nietigheid worden de teelthandelingen uiterlijk 7 dagen na hun uitvoering in het register opgenomen.

Onverminderd andere wetgevingen, als ze noodzakelijk zijn voor de naleving van andere verplichtingen voor de landbouwer, kan de Minister de bewijselementen bepalen voor elke ecologische waardevolle oppervlakte van het perceel en lengte of de topografische bijzonderheden van de percelen of sommige elementen zoals bepaald door de Minister.

Bij de analyse van de elementen van het register controleert het betaalorgaan of de instelling waaraan het een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, uitsluitend de aanwezigheid van het bedrijfsregister en de waarachtigheid van de onontbeerlijke minimale informatie aanwezig in het register voor de naleving van dit besluit.

De landbouwer kan het bedrijfsregister gebruiken voor andere technische en nuttige doeleinden dan de naleving van de verplichtingen opgenomen in dit besluit.”.

**Art. 31.** Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Overeenkomstig artikel 52, § 7, van Verordening nr. 1307/2013, is het maximumaantal dieren vermeld in de artikelen 10, § 3, 19, § 3, 25, § 3, en 30, § 2, van toepassing op het niveau van de titularissen van de rechtspersonen, van de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van hun aandelen, van de verdeling van het gebruiksrecht of van hun inbreng in de activiteit van de partner.

Lid 1 is van toepassing als de volgende cumulatieve voorwaarden verenigd zijn :

- 1° de partner valt onder artikel 29 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;
- 2° de titularis neemt een ombepaalde verantwoordelijkheid op zich voor de verplichtingen van de partner;
- 3° de titularis heeft bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuren van de partner;
- 4° de titularis is een lid vennoot of aandeelhouder van de partner;
- 5° de titularis oefent zijn activiteit uit in hoofdberoep of als meewerkende echtgenoot.

De aandelen in de activiteit worden geëvalueerd naar rato van de gebruiksrechten gebracht in of bestemd voor de activiteit, rekening houdend met de overdrachten of verkrijgingen van deze aandelen op de dag van de steunaanvraag.

De gebruiksrechten worden begrepen als alle rechten die aan de titularis van het recht de mogelijkheid geven om het betrokken goed te gebruiken”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

” § 3. De Minister bepaalt :

1° de criteria op grond waarvan kan worden vastgesteld dat een titularis heeft bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuur van de partner aan wie het toebehoort;

2° een ramingsmethode van de gebruiksrechten;

3° een berekeningsmethode met het oog op de verdeling van de toelaatbare dieren van de partner tussen de titularissen voor de toepassing van het maximumaantal hectaren vermeld in paragraaf 1 die van toepassing zijn op het niveau van de titularissen in uitvoering van paragraaf 2.”;

3° hijt wordt aangevuld met paragraaf 4, luidend als volgt :

” § 4. Voor de toepassing van de paragrafen 1, 2 en 3, wordt verstaan onder :

1° de partner: een partner in de zin van artikel 1, 2° van het besluit van de Waalse Regering betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, hierna “het besluit van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem” genoemd”;

2° de titularis: een titularis in de zin van artikel 1, 7° van het besluit van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem.”.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepaling

**Art. 32.** Het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2015 tot vastlegging, voor het jaar 2015, van de data van indiening van de steunaanvragen betreffende de agromilieumaatregelen en de steun voor biologische landbouw, alsook de datum van indiening van de verzamelaanvraag en de uiterste datum van wijziging ervan wordt opgeheven.

**Art. 33.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN